



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue Foljuif
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : 26-067
Code AIOT : 0005201017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement SIBELCO France implanté La Hitte 33380 Mios. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- La Hitte 33380 Mios
- Code AIOT : 0005201017
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°14053 du 24 octobre 1997, la société SIFRACO, devenue SIBELCO, a été autorisée à exploiter une unité de lavage, concassage-criblage de sable, grave et gravier sur le territoire de la commune de MIOS au lieu-dit « *La Hitte* ». Un four de séchage, un atelier d'ensachage et un atelier de conditionnement de sacs complètent le site.

Les matériaux à traiter sont acheminés depuis la carrière voisine SIBELCO par canalisation hydraulique. Les sables provenant de la carrière de BELIN-BELIET sont acheminés par la route et traités sur site dans une installation de lavage et calibrage dédiée.

L'installation est autorisée pour une capacité de traitement de 500 000 t/an et pour une puissance électrique de l'ensemble des machines de 1650 kW.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Envol des poussières et intégration paysagère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6 et 7	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Inventaire des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Prévention des pollutions des eaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33, 56 et 58	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Rejet canalisé	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 et 41	Demande d'action corrective	6 mois
7	Bruit – surveillance	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/10/1997, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation des installations a connu quelques ajustements depuis l'autorisation de 1997, tout en restant conforme au dossier initial. Le référentiel réglementaire a été complété en 2018 avec l'évolution de la nomenclature des installations classées qui classe dorénavant les installations du

site au régime de l'enregistrement.

Un suivi environnemental est bien en place. Il reste à consolider pour prendre cette évolution réglementaire en compte. Quelques justificatifs et plan d'actions restent à fournir selon les thèmes des fiches de constats ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1997, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Prescription contrôlée : Rubriques de classement connues (<i>AP 1997 et courrier d'antériorité du 22/11/2013</i>) : - 2515 pour le broyage, lavage, concassage-criblage de sable, grave et graviers : puissance installée totale = 1 650 kW, - 2517 pour le transit du sable en provenance de la carrière de Belin Beliet : surface utilisée de plus de 30 000 m². Capacité de production autorisée : 500 000 t/an
Constats : Pour mémoire, la nomenclature relative au classement des installations classées a évolué. Le régime d'enregistrement a été introduit pour les rubriques 2515 et 2517, respectivement par décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 et par décret n° 2018-458 du 6 juin 2018. L'exploitant a fourni l'inventaire des équipements participants à l'activité de traitement des matériaux ce qui a permis de vérifier que la puissance installée de 1 712 kW, reste dans le même ordre de grandeur qu'initialement autorisée. La surface dédiée au transit des sables de Belin-Beliet n'a pas non plus évolué. Les installations relèvent donc du régime d'enregistrement et le référentiel applicable sont les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517. Les dispositions de l' arrêté préfectoral de 1997 , valant dispositions particulières selon l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement, continuent de s'appliquer sous réserve qu'elles ne soient pas défavorables aux dispositions générales . Par ailleurs, le classement des séchoirs au regard de la rubrique 2910 compte tenu d'un fonctionnement au gaz et d'une puissance installée de 3,4 MW a suscité des échanges. Sur la base de la fiche ministérielle référencée IR_23-07-26-2260_séchoirs, il est à retenir que les modes de chauffage direct de matières non organiques utilisés pour une activité elle-même classée ne relèvent pas de la rubrique 2910 (pas de double classement).

N° 2 : Envol des poussières et intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6 et 7

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention

Prescription contrôlée :

Art.7 : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements « ou des stocks » de grande hauteur.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Art.6 : L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.

Les surfaces où cela est possible sont végétalisées.

Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

L'exploitant récapitule dans une notice (...) :

- les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;

Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire.

Constats :

L'accès au site se fait par une voie revêtue en bon état de propreté. Une bande boisée sur le périmètre du site permet son intégration dans le paysage.

Toutefois, l'exploitant indique des coupes sur des parcelles de pins arrivés à maturité. Dans la mesure où cette bande boisée a été valorisée comme mesure d'intégration paysagère et limitation des nuisances (bruit, poussière), il est nécessaire que l'exploitant analyse l'incidence de ces coupes, et propose, le cas échéant, des mesures de compensation (par exemple : merlon).

Par ailleurs, un réseau d'aspersion automatique des voies et stocks est en place. Le jour de l'inspection, la météo était ensoleillée et sèche. Les asperseurs se sont effectivement activés au cours du contrôle sur le terrain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'établir un calendrier des coupes d'arbres à venir et d'actualiser en conséquence l'analyse des incidences de son activité. Au besoin, un plan d'actions justifié accompagne cette analyse.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Inventaire des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait dossier d'autorisation de 1996 : <i>Pour le sable de verrerie : épuration par flottation par moussage (20 à 30 000 t/an) ; permet l'élimination des oxydes de fer à l'aide de résinoline (agent alcalin+agent moussant+agent tensio-actif). Récupération de déchets noirs enrobés (100 à 300 t/an).</i></p> <p>APMG - art.12 : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>La demande de la fiche de données sécurité relative au produit utilisé pour épurer les sables de verrerie a été l'occasion pour l'exploitant d'indiquer qu'il n'utilisait pas ce procédé. A la place, un procédé basé sur le principe de la force centrifuge est utilisé. Cette modification permet donc d'éviter la génération d'un déchet.</p> <p>Toutefois, cette modification n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir une actualisation précise du descriptif des installations et du fonctionnement du traitement des matériaux. Ce descriptif sera ajouté au dossier initial de demande d'autorisation valant dossiers d'enregistrement et d'exploitation visés par l'article 4 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26/11/2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en situation de sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200 m³/h ni 200 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW. <p>L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.</p> <p>Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits.</p> <p>Arrêté ministériel "sécheresse" du 30/06/2023 : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le débit moyen et les quantités d'eau prélevées dans le plan d'eau issu de l'extraction des matériaux ont été fournies pour les 3 dernières années (moyenne de 160 000 m³). Les données respectent les limites fixées par l'arrêté ministériel.</p> <p>Compte-tenu des volumes prélevés, le site entre dans le champs d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ce point n'ayant pas fait l'objet d'un échange le jour de l'inspection, le présent rapport permet de rappeler à l'exploitant la nécessité de consolider ses données de suivi afin de pouvoir justifier s'il est concerné ou non par les mesures de réduction (art.2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 précité).</p> <p>A ce stade, les données telles que fournies ne permettent pas de se positionner.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel "sécheresse", s'il est potentiellement concerné par les mesures de réduction.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois
N° 5 : Prévention des pollutions des eaux
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33, 56 et 58
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- matières en suspension totales : 35 mg/l ;
- DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l.

Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Art. 56 : Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides et gazeux sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.

Art.58 : « Pour les EPp déversées dans le milieu naturel :

- la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ;
- si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;
- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. »

Constats :

L'exploitant identifie 4 rejets d'eaux pluviales potentiellement polluées vers le milieu naturel ; fossé et plan d'eau.

Les résultats des suivis de juin et octobre 2024, et mai 2025 ont été fournis justifiant d'un suivi semestriel.

Les résultats bruts sont conformes aux seuils réglementaires et permettent de justifier l'efficacité du bassin de décantation avant rejet dans le plan d'eau.

Pour autant, les rapports de synthèse suscitent les remarques suivantes. Il est indiqué dans le compte-rendu du laboratoire EUROFINs de juin 2024 que pour les matières en suspension "*l'accréditation a été retirée*". Par conséquent, l'analyse n'est pas présumée conforme au référentiel d'accréditation. De même, une problématique sur le délai entre le prélèvement et le lancement des analyses a été relevée par le laboratoire.

Concernant le référentiel présenté dans les compte-rendu des campagnes de prélèvements & analyses, il est erroné puisqu'il se limite aux dispositions encadrant l'activité de la carrière contiguë.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier d'une méthode d'échantillonnage et d'analyse des prélèvements conformes au référentiel réglementaire, en prenant en compte l'arrêté ministériel

de prescriptions générales relatives aux activités relevant des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant peut utilement s'appuyer sur les recommandations fixées dans le guide de la DGPR de février 2022, Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Rejet canalisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 et 41

Thème(s) : Risques chroniques, Concentration en poussière

Prescription contrôlée :

Art.38 : Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.

Art. 41 : Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :

- pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est **supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm³** ;
- pour les autres installations : 40 mg/Nm³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm³ pour les installations nouvelles.

Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.

Constats :

Trois émissaires canalisés sont présents sur l'installation correspondant à :

- une cheminée d'extraction des gaz de séchage des sables, après leur passage par 2 cyclones ;
- 2 émissaires en sortie des dépoussiéreurs avec filtres à manches qui équipent les lignes de tamisage/criblage à sec.

L'exploitant a fait réaliser sa campagne de suivi de la qualité des rejets atmosphériques en juin 2024 et 2025 par le bureau d'études SOCOTEC.

Les résultats sont conformes au seuil de concentration en poussières pour les dépoussiéreurs. En revanche, ça n'est pas le cas pour le séchoir (36,95 mg/Nm³ (2024) et 33,11 mg/Nm³ (2025) au lieu de 20 mg/Nm³).

Par ailleurs, le référentiel de contrôle est erroné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de corriger et justifier le référentiel de contrôle pris en compte pour la prochaine campagne, et de justifier un plan d'action pour les rejets en sortie du séchoir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Bruit – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit – surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AMPG 2012 : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :</p> <p>1. Pour les établissements existants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence des mesures est annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; - si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. <p>AP1997, art. 5.4.4 : les équipements de criblage doivent être équipés d'un bardage anti-bruit. Les cribles de matériaux grossiers doivent être équipés de grilles en polyuréthane.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les résultats du contrôle acoustique réalisé en avril 2024 par le bureau d'études ENCEM.</p> <p>Les mesures ont bien eu lieu sur des périodes diurnes et nocturnes représentatives du fonctionnement en 2 x 8 du site. En revanche, les résultats ne semblent pas couvrir une période durant laquelle le séchage fonctionne (cf. §1.10 du rapport).</p> <p>Les résultats sont conformes au seuil à respecter en limite de site. En revanche, en zone à émergence réglementée (première habitation vers le Sud), l'émergence diurne n'est pas respectée</p>

(2 fois supérieure au seuil).

L'analyse du bureau d'étude indique "Au point 1, l'activité du site était **audible à peu audible**, avec des vents faibles variables. Le niveau sonore est fortement influencé par les chants des oiseaux le matin et la circulation sur l'autoroute A63 ainsi que, dans une moindre mesure, par les bruits occasionnés par les riverains."

L'exploitant n'a pas d'explication et envisage de reprogrammer un contrôle.
A ce stade, aucun autre élément n'a été communiqué.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier d'un bon de commande pour un nouveau contrôle d'émergence sous 15 jours et d'en transmettre les résultats sous 3 mois.
Au besoin, les résultats devront être accompagnés d'un plan d'action justifié.

Il est également demandé à l'exploitant de faire figurer dans ses rapports l'historique des mesures afin d'apprécier la fréquence de contrôle devant s'appliquer, ainsi qu'un descriptif précis des installations en fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois